

## **ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES GRAND EST**

Association de droit local  
**13 Rue Martin BUCER**  
**67000 STRASBOURG**

**-oOo-**

**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024**

### **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**



**RAPPORT DU  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**





---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

---

À l'Assemblée générale de l'association,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Régionale des Missions Locales Grand Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Régionale des Missions Locales Grand Est à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que **les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;






- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villers les Nancy, le 19 mai 2025

Le Commissaire aux comptes



**S.A.S YZICO AUDIT,**

**Représentée par**

**Monsieur Yann OLLIVIER**



Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement			
		Frais de recherche et développement			
		Donations temporaires d'usufruit			
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>			
		Immobilisations incorporelles en cours			
		Avances et acomptes			
		TOTAL			
	Immobilisations corporelles	Terrains			
		Constructions			
		Inst. techniques, mat.out.industriels			
Actif circulant		Immobilisations corporelles en cours			
		Avances et acomptes			
		TOTAL			
		Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées			
		Autres titres immobilisés			
		Prêts			
		Autres			
		TOTAL			
		Total I			
Actif circulant	Créances <sup>(3)</sup>	Stocks et en cours			
		Créances clients, usagers et comptes rattachés			
		Créances reçues par legs ou donations			
		Autres			
		TOTAL			
	Divers	Valeurs mobilières de placement			
		Instruments de trésorerie			
		Disponibilités			
		Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>			
		Total II			
Renvois	Frais d'émission des emprunts	III			
	Primes de remboursement des emprunts	IV			
	Ecart de conversion Actif	V			
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	715 462	91 069	624 393	670 604
		(1) Dont droit au bail			
		(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières			
		(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			

### Association Régionale des Missions Locales Grand Est

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	26 052	76 777
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	19 407	-50 724
	Situation nette (sous-total)	251 804	232 397
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		251 804	232 397
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	29 522	17 475
Total II		29 522	17 475
Provisions	Provisions pour risques	35 000	
	Provisions pour charges	39 462	36 729
Total III		74 462	36 729
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	152 774	267 163
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	115 829	116 839
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		268 604	384 003
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		624 393	670 604
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Association Régionale des Missions Locales Grand Est

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	112 639	69 063
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	5 721	300
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 272 255	1 314 043
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
Charges d'exploitation	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 600	8 189
	Utilisations des fonds dédiés	59 153	319 777
	Autres produits	2	5
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 451 370	1 711 379
	Achats de marchandises		
Charges d'exploitation	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	693 755	1 016 577
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	26 548	33 493
	Salaires et traitements	413 980	445 423
	Charges sociales	162 372	169 046
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 520	17 562
	Dotations aux provisions	37 733	
	Reports en fonds dédiés	71 200	71 200
	Autres charges	8 870	8 365
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 431 980	1 761 669
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	19 390	-50 289



Association Régionale des Missions Locales Grand Est

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	17	567
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	17	567
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		17	567
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		19 407	-49 722
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		1 001
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		1 001
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			-1 001
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		VII VIII	
Total des produits (I + III + V)		1 451 388	1 711 946
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 431 980	1 762 670
EXCÉDENT OU DÉFICIT		19 407	-50 724
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



## 1. Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- De représenter les réseaux des missions locales
- De contribuer à la définition et à la mise en œuvre des politiques régionales de l'emploi et de l'insertion
- D'être l'interlocuteur des financeurs et partenaires institutionnels
- D'être un lieu d'échanges, de ressources, de réflexion au service de ses membres.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.



## 2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Coordination et animation régionales auprès des 43 missions locales du Grand-Est (Présidents - Directions - Equipes)

Organisation de la formation Garanties Jeunes auprès des missions locales

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

Activité de formation : cette activité s'est exercée au niveau national et territoires ultra-marins

Activité de coordinations : cette activité s'est exercée dans le périmètre de la Région Grand-Est

### 3. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines
  - Moyens constants
  - 9.1 ETP



## 4. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

### 4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler lors de l'exercice.

### 4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice, si ce n'est que la convention triennale signée avec l'ARS le 13 janvier 2023 dans le cadre du financement des actions et des expérimentations de santé en faveur de la performance, la qualité, la coordination, la permanence, la prévention, la promotion ainsi que la sécurité sanitaire a fait l'objet d'un avenant sur 2025, ramenant le montant de la subvention 2025 à 39.168 euros en lieu et place de 71.200€ initialement prévu.

Cet avenant n'a aucun impact sur les comptes annuels 2024.



## 5. Principes et méthodes comptables

### 5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### 5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable.

#### 5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

### 5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

### 5.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.



## 6. Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

## 7. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

### 7.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 7.1.2.1.

7.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	15 237	0	15 237	0
Immobilisations corporelles	157 118	5 493	1 570	161 042
Immobilisations financières	16 648	989	0	17 637
<b>Total</b>	<b>189 003</b>	<b>6 482</b>	<b>16 807</b>	<b>178 679</b>

7.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	15 237	0	15 237	0
Immobilisations corporelles	75 119	17 520	1 570	91 070
Immobilisations financières	0			0
<b>Total</b>	<b>90 356</b>	<b>17 520</b>	<b>16 807</b>	<b>91 070</b>

### 7.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	33% à 100%
Immobilisations corporelles	Linéaire	25% à 33%
Immobilisations financières		0%



## 7.2 Actif circulant

### 7.2.1 Précisions sur d'autres créances significatives

Les autres créances de 191 072 € sont principalement composées de produits à recevoir :

- Subvention UNML axe développement	66 555 €
- Subvention Région Grand Est	40 000 €
- Subvention DREETS actions complémentaires	78 104 €
- Cotisations	5 277 €

### 7.2.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 13 292 € et sont principalement composées :

- Redevances informatiques	9 099 €
- Maintenances et locations diverses	4 192 €

## 7.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.



### 7.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	206 344				206 344
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	76 777	- 50 724			26 053
Excédent ou déficit de l'exercice		19 408			19 408
Situation nette	283 121				251 805
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	283 121				251 805

## 7.4 Fonds reportés et dédiés

### 7.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n° 2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).



Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Subvention reçue en 2024	Utilisation			A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention ARS 2024	17 475	71 200	59 153	0	0	29 523	0
<b>TOTAL</b>	<b>17 475</b>	<b>71 200</b>	<b>59 153</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 523</b>	<b>0</b>

La convention ARS a fait l'objet d'un avenant en mai 2025. L'enveloppe globale pour l'exercice 2025 sera de 39 168€, contre 71 200€ initialement prévu.

## 7.5 Provisions et autres passifs

## 7.5.1 Provisions

Situations et mouvements				
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques		35 000		35 000
Provisions pour charges	36 729	2 733	0	39 462
Total	36 729	37 733	0	74 462

Concernant la provision pour risques, la dotation de l'exercice 2024 correspond au coût du tuilage suite au départ à la retraite de la Directrice.

La provision pour charges correspond à la provision pour départ à la retraite, confère le tableau ci-dessous.

## 7.5.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	2 733		2 733
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

- Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes, selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour la méthode (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparées à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans,
- taux d'actualisation : 3.42%.

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission) :

- Les statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 42%.

## 7.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires				
Prêts				Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Autres				- A 1 an au maximum à l'origine				
Créances de l'actif circulant :				- à plus de 1 an à l'origine				
Créances Clients et Comptes rattachés				Emprunts et dettes financières divers				
Autres				Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	152 774	152 774		
Charges constatées d'avance	191 072	191 072		Dettes fiscales et sociales				
	13 291	13 291		Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	115 829	115 829		
				Autres dettes				
				Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>204363</b>	<b>204 363</b>		<b>TOTAL</b>	<b>268 603</b>	<b>268 603</b>		



## 7.7 Compte de résultat

### 7.7.1 Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

Répartition des produits d'exploitation :

- Locations salle .....	5 200
- Mise à disposition personnel .....	522
- Cotisations .....	112 639
- Subventions .....	1 267 655
- Taxe d'apprentissage collectée .....	4 600
- Transfert de charges .....	1 600
- Reprises fonds dédiés .....	59 153
- Autres produits .....	2
<b>Total : .....</b>	<b>1 451 371</b>



## 8. Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
<b>Cadres</b>	<b>3</b>
<b>Agents de maîtrise et Techniciens</b>	
<b>Employés</b>	<b>6</b>
<b>Ouvriers</b>	
<b>Total</b>	<b>9</b>



**RAPPORT SPECIAL DU  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**



---

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos  
le 31 décembre 2024**

---

À l'Assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

---

**Conventions passées au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Villers les Nancy, le 19 mai 2025  
Le Commissaire aux comptes



**S.A.S. YZICO AUDIT,  
Représentée par  
Monsieur Yann OLLIVIER**

